

front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 34 / 13 JUILLET 1972 / PRIX : 0,50 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 / BP 47 / 69 397 LYON CEDEX 3

messmer, e. faure ou marchais, mitterrand :

GESTIONNAIRES DU CAPITAL!

m. marchais et m. dassault des divergences secondaires

Monsieur Dassault, fabricant de Mirages, député UDR, est une des cibles du P" C" F. "L'Huma" fait du groupe Dassault l'exemple type de ces secteurs clés qu'il suffirait de nationaliser pour "soustraire notre pays à la domination de l'argent".

Ce qu'il y a d'étonnant, c'est que Monsieur Dassault dans ses déclarations récentes ne paraît pas du tout effrayé par les projets de ces soi-disant farouches adversaires du capital.

Tout comme le P" C" F, Monsieur Dassault est très démocratique: "si la majorité du peuple français souhaite la nationalisation des fabrications d'armement, il n'y a qu'à s'incliner".

C'est que le député PDG Dassault connaît le système: quand une majorité s'impose au parlement bourgeois, quand elle adopte une loi et qu'elle est appliquée, c'est que tel est l'intérêt, la volonté de la bourgeoisie. Monsieur Dassault s'inclinera donc de très bonne grâce.

C'est que le capitaliste Dassault dont le groupe a profité et profite toujours largement des sociétés nationalisées par la bourgeoisie, a tiré les leçons de 1945 et sait très bien que dans l'intérêt de la bourgeoisie, dans son ensemble, et des capitalistes soi-disant expropriés, en particulier, de confier à l'état bourgeois la gestion de certains secteurs de la production: "si nous ne faisons plus les meilleurs avions, et si le chômage atteint notre société, ce jour-là, il vaudra mieux être nationalisé... indemnisé, et placer ses capitaux ailleurs.

En clair, Monsieur Dassault et Monsieur Marchais sont 2 gestionnaires du capital, d'accord sur le fond de la question, mais pas d'accord sur le moment. Pour Dassault, ce n'est pas encore le moment. Pour Marchais, c'est urgent. Petite divergence bien compréhensible: plus tôt on nationalisera, plus tôt Monsieur Marchais et sa clique pourront s'installer dans des fauteuils de conseils d'administration.

Le passage de Chaban à Messmer a été préparé et organisé par Pompidou pour produire un effet de surprise, un certain choc, pour faire croire que, vraiment quelque chose allait changer.

En fait, il est assez clair, que la bourgeoisie n'envisage même pas un tournant important dans sa tactique pour maintenir et renforcer sa domination.

Exceptés quelques nouveaux venus et quelques partants, c'est à quelques permutations près, la même équipe de politiciens qui reste aux commandes, c'est, entre clans de la bourgeoisie, le même partage des fromages ministériels (en gros, 75% d'UDR, 15% d'indépendants, 10% de Centre Démocratie et Progrès). Et surtout, les pièces maîtresses de l'appareil d'état restent dans les mêmes mains: l'armée (Debré), la police (Marcellin), ainsi que la "justice" (Pieven), le système étatique de pompage et de redistribution de la plus-value (Giscard).

De plus, Messmer, en se présentant à la Télé a souligné: "Je continuerai... la politique excellente de mon prédécesseur". Et il s'agissait tout particulièrement de la politique de Chaban vis-à-vis de la classe ouvrière.

Alors, qu'y aura-t-il de changé? Et dans quel but changer quelques politiciens?

Le but, c'est de ravalier la façade, en vue des élections législatives de 73 et des présidentielles de 76, de poursuivre donc les mêmes objectifs, la même démagogie, en premier lieu contre la classe ouvrière, mais en utilisant des têtes nouvelles, pas encore trop discréditées?

La première tête à changer, c'était bien sûr la figure de proue. En 1969, après la grande secousse de mai 68, et l'élimination de de Gaulle, le nouveau président Pompidou avait mis en vedette un nouveau premier ministre: Chaban, fringant, pouvait se permettre alors une grande offensive démagogique promettant de construire une "nouvelle société... prospère, jeune, généreuse et libérée". En décembre 69 il claironnait: "Pendant 2 ans, ou plus exactement pendant 21 mois, vous pouvez considérer qu'il n'y aura plus de grèves". Mais depuis trois ans, la classe ouvrière n'aura pas cessé de multiplier des grèves dures et prolongées. Trois ans après, il devient clair, et avant tout pour la classe ouvrière que la société bourgeoise exploite de plus en plus. Trois ans après, comment croire encore aux promesses de Chaban?

Alors, Chaban passe dans la coulisse, et Messmer, peu connu du public arrive sur le devant de la scène. Mais il appelle à la rescousse le super déma-

gogue Edgar Faure, lui taille un super ministère des affaires sociales. Edgar Faure est le champion de la participation, qui a su museler l'Université après mai 68. Aucun doute: avec son lieutenant Poncelet, ancien dirigeant du syndicat collabo CFTC, Edgar Faure va pousser à fond la "concertation" à la Chaban (contrats de progrès,



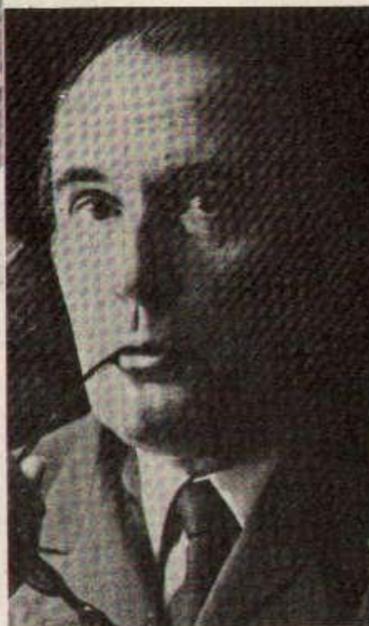
accords, conventions collectives), c'est-à-dire s'appuyer sur les appareils syndicaux pour tenter de museler la classe ouvrière. Mais en même temps, il enveloppera ça dans un flot de slogans sur la "participation, grande revendication gaulliste", sur "la socialisation de l'expansion", sur "l'humanisation du travail", etc... Il nous rabattra les oreilles avec son "nouveau contrat social".

Ravalier la façade, cela veut dire aussi pour la bourgeoisie, après le fiasco électoral du référendum, rétablir son hégémonie sur des couches de la petite bourgeoisie, jusque là largement soumises mais qui s'agitent (petits commerçants) ou qui commencent à rejeter une tutelle vieille de plus d'un siècle (paysans pauvres). Messmer, à peine arrivé, libère Nicoud et crée un ministère du Commerce et de l'artisanat. Il élimine du ministère de l'Agriculture, Cointat, qui s'est mal sorti de la grève du lait, pour y installer un personnage d'allure plus dynamique, Chirac.

Et Guichard, redevenu ministre de l'Equipement, du logement et de l'aménagement du territoire, retrouve sa spécialité: doser et saupoudrer les subventions et les promesses aux notables, aux communes etc... pour renforcer les réseaux d'agents électoraux.

Ravalier la façade, c'est enfin, bien sûr, se débarrasser avant les élections des politiciens dont la pourriture s'épandait au grand jour (Dechartre, Chandon, Chaban) et les remplacer par d'autres qui peuvent encore être présentés comme les purs et durs, chevaliers de la Croix de Lorraine (Messmer, Germain).

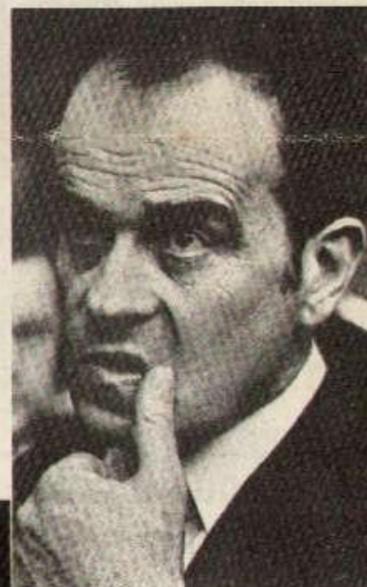
Un même souci: maintenir la domination du capital, face aux luttes de la classe ouvrière.



Assurément, si la bourgeoisie change de personnel politique, si elle cherche de nouvelles formes de démagogie, c'est d'abord pour faire face à la montée des luttes du prolétariat en métropole et des peuples opprimés (Tchad, Madagascar, Antilles).

C'est précisément ce que les révisionnistes du P" C" F et leurs compères du PS cherchent à masquer. Ils parlent bien de faillite, de la crise actuelle de la société française. Mais pour eux, qu'est-ce que c'est cette crise?

1. C'est que le régime est parfaitement anti-démocratique... fondé sur le plaisir d'un seul homme. Preuve: Pompidou a changé de ministre, sans demander l'avis des godillots UDR. Scandale!



2. C'est que "la gestion... du gouvernement est désastreuse", à cause de "l'étroite liaison entre les milieux d'affaires et ceux du gouvernement". Preuve: les scandales Rives Henrys, l'avoire fiscal, l'ORTF.

Conclusion: pour résoudre la crise, il faudrait un Parlement qui fonctionne "bien", comme dans le temps. Alors que, depuis près d'un siècle, en France, le Parlement ne joue plus qu'un rôle de devanure, pour résoudre la crise, il suffirait de substituer aux ministres "conservateurs" de bons ministres à la Mitterrand ou à la Marchais, de les mettre à la tête de l'appareil bourgeois d'oppression et d'exploitation. Pour résoudre la crise, il suffirait tout simplement de changer les gestionnaires du Capital.

Voilà, selon ces messieurs, "la solution de rechange cohérente capable de substituer à la domination de l'argent la défense de l'intérêt des travailleurs"!

Les gestionnaires actuels de l'impérialisme français ne sont pas disposés à leur céder la place. Et la lutte, à l'approche des législatives, va s'intensifier avec leurs concurrents P" C" F-PS.

La classe ouvrière doit déjouer cette double offensive démagogique, qui ne fait que commencer: celle des Edgar Faure, comme celle des Marchais-Mitterrand. La crise actuelle, c'est la crise de l'impérialisme. C'est une excellente situation pour la classe ouvrière, pour forger, sous la direction de son Parti, la seule voie de son émancipation: la voie de la Révolution Proletarienne.

Jaeger Caen

Le 28 juin, 18 manutentionnaires de l'usine Jaeger Caen décident de se mettre en grève pour réclamer une augmentation de 100 F par mois. Le mouvement est spontané, les ouvriers marxistes-léninistes ont une part active. Ils sortent un tract, pour l'ensemble des ouvriers de la boîte (1100) expliquant la grève et les appelant à entrer à leur tour en lutte. Les grévistes décident immédiatement d'élire un comité de lutte. Ils ont l'expérience de la trahison syndicale et pour cause !

Immédiatement, la CGT sort un tract "Où il l'action. Non... à l'aven-ture" où elle attaque les grévistes sans déguisement et les camarades marxistes-léninistes sans les nommer, comme des éléments qui "rendent dans une certaine mesure service à la direction". La CFDT emboîte le pas, à sa manière, par un tract qui, démagogiquement soutient la grève et lance un appel du pied à la CGT : "la CFDT appelle la CGT à examiner sa position et à soutenir dans l'unité la grève en cours actuellement" (!) dans les faits, réformistes et révisionnistes se retrouvent au coude à coude pour empêcher tout élargissement de la lutte et rendre un fier service au patron.

Saviem Caen

Depuis le lundi 26 juin, les 6 ouvriers de l'atelier des boîtes de vitesse (BV 251) sont en grève à la Saviem Caen pour les revendications suivantes : diminution des cadences et augmentation de salaires. Cette grève bloque le fonctionnement de l'usine. La direction a essayé diverses pressions : elle contacte, pour remplacer les grévistes, 6 autres ouvriers qui catégoriquement refusent ; elle a alors recours au chômage technique, manœuvre de char-ge puisque les ouvriers en chômage reprennent le travail lundi 10 juillet alors que la grève continue.

Les syndicats eux, ont attendu 5 jours avant d'informer l'ensemble des ouvriers. La CGT soutient les revendications, mais pas la grève : 6 ouvriers en grève contre les cadences dans une usine, c'est l'aven-ture pour les révisionnistes. La solidarité des ouvriers est cependant importante : chaque gréviste reçoit 85 000 F.

Les marxistes-léninistes participent au soutien. Ils diffusent un tract soutenant la lutte alors que le P.C.F. diffuse un tract... sur le programme communiste ! Les révisionnistes furieux, se précipitent sur les camarades et les blessent, pendant que les trotskistes de la Ligue présents, continuent calmement leur propre diffusion. Voilà où conduisent leurs appels à l'unité syndicale : cautionner les révisionnistes qui, au nom de leur programme, attaquent les marxistes-léninistes qui soutiennent une lutte. Eux aussi préparent 73, et on sait dans quel camp on les trouve-ra !

Correspondant : Saviem-Caen.

Celui-ci recourt à une série de provocations : refus de recevoir le comité de lutte au nom de la représentativité des syndicats (ce pour cause !), proposition de formation professionnelle à certains (pour diviser) au lieu d'augmentation (là, les syndicats auraient été d'accord, pas les grévistes) ; provocation de cadres qui veulent déloger par la force les manutentionnaires assis sur les caisses dans leur atelier ; chômage technique pour 400 ouvriers des chaînes. Ces manœuvres n'atteignent pas leur but. Les grévistes ripostent aux provocations des cadres, les ouvriers en chômage technique non seulement se solidarisent avec les grévistes mais dénoncent le torchon distribué par la CGT en faisant des inscriptions à l'intérieur de l'usine.

La grève néanmoins ne s'étend pas à l'ensemble de l'usine par la faute des manœuvres syndicales réformistes et révisionnistes. Les 18 grévistes reprennent cependant le 3 juillet avec une augmentation de 28 centimes pour les uns et 21 pour les autres.

Correspondant : Jaeger Caen

La période des vacances, malgré le désir de la bourgeoisie l'iron en juge par les flots de paroles diverses tant à la radio qu'à la TV n'a pas amené un répit dans la lutte de classes. Il est même rare de voir des conflits se prolonger dans la première quinzaine de juillet comme chez NEYRPI-C à Grenoble, la CODER à Marseille. Les manœuvres patronales : lock out (MASSEY-FERGUSON à Boulay), provocations de cadres fascistes, recours aux fils (TOLES PERFORES à Mûsboulogne) ne réussissent pas à briser cette combativité. A côté de dix-huit conflits importants (4000 grévistes sur les chantiers de FOS), éclatent des luttes d'ampleur moins large mais tout aussi résolues comme à Caen (JAEGER, SAVIEM) Les ouvriers immigres (usine COGITE à Aubray-Sous-Bois) fondent le B.F.L.I.E.T. (Vernieuil) déclenchant des luttes pour leurs revendications.

Chantiers de Fos

Une nouvelle lutte s'est déclenchée sur les chantiers à Fos. Commencée le 21 juin sur les chantiers de la Solmar, la grève s'est progressivement étendue. 4000 grévistes réclament :

- une augmentation de salaire de 20 %
- une augmentation de la prime de site et des indemnités déplacement.
- une amélioration des conditions de travail et de vie sur les chantiers : douches, eau potable, ambulances, cantines, logement, des mesures immédiates pour lutter contre les risques de paludisme.

La CGT, suivie par la CFDT, avait tout fait pour briser la lutte des ouvriers des chantiers Davum en mai (voir F.R. n° 25 et 28). "La Marseillaise" (journal local réviso) avait même déclaré à l'époque : "les conditions économiques de la région ne sont pas favorables à une grève". Le mécontentement et la combativité des ouvriers des chantiers n'a fait que grandir contre l'exploitation féroce que le capital leur fait subir, et dans leur

Neyrpic Grenoble la démagogie des mairies révisionnistes

Le 27 mai, les 97 manutentionnaires de Neyrpic se mettent en grève illimitée, la direction lockoute 450 ouvriers dans les jours qui suivent.

La mairie de Grenoble est aux mains du PSU, 70 % des municipalités de la communauté urbaine sont d'union de la gauche dont 3 : St-Martin-d'Hères, Echirolles, Fontaine ont des maires P.C.F.

Il a fallu attendre le 15 juin, 19 jours après le début de la grève pour que les maires révisos daignent enfin "soutenir" par un communiqué : "Nous nous tenons à la disposition des



propres, obtenir des comités supplémentaires pour avoir la possibilité de rentrer dans leur pays sans risque d'être immigrés. Une telle combativité montre à quel point, face à l'apparition de ses conditions de vie et de travail, la classe ouvrière est décidée à lutter au-delà des manœuvres révisionnistes et réformistes.

travail et hors de leur travail. Il est devenu vital pour les révisos de s'implanter sur les chantiers avec en plus la perspective proche des élections de 73 et la crainte de voir se retourner une partie des ouvriers contre les mairies révisionnistes de la région. Immédiatement le P.C.F. a mobilisé : soutien de "La Marseillaise", création d'une équipe spéciale P.C.F. envoyée sur place, présence des révisos aux piquets de grève, soutien financier des mairies (20 F par jour et par enfant).

Mais les révisionnistes n'ont pas oublié la lutte de Davum. Ils s'efforcent de mettre soigneusement à l'écart les décisions des ouvriers immigres, et ils ont immédiatement lancé des appels à la vigilance contre "les gens étrangers aux syndicats et aux travailleurs, au service du patronat et du pouvoir-capitaliste". Ils ont aussi d'emblée fixé le cadre de la lutte : "Vive mieux à FOS". Il faut appliquer le "programme communiste".

Correspondant : Martignes.

organisations syndicales pour discuter avec elles des modalités de l'aide efficace que nous pouvons apporter au personnel en grève touché par la politique anti-sociale du monopole Alstom-CGE.

Le 19 juin, Dubedout, maire PSU de Grenoble reçoit une délégation de manutentionnaires, puis l'intersyndicale, avec le maximum de publicité, on pense à 73 au PSU, mais là encore, promesse vague de soutien matériel.

Sous la pression des ouvriers, l'intersyndicale a été obligée d'intervenir auprès des mairies afin qu'elles donnent un soutien matériel : bons d'alimentation, report de loyer. Les maires révisos étaient à peu près dans les mêmes conditions que l'intersyndicale : apporter un soutien matériel aux grévistes et risquer ainsi d'encourager les gars ou ne rien faire et en payer les conséquences en 73. Drôle de casse tête !

Le P.C.F. a tranché la contradiction de la façon suivante : 1. Continuer à faire paraître des communiqués de soutien pendant la

grève en promettant une aide.

2. Donner cette aide une fois que la grève était terminée.

A ce petit jeu, Dubedout s'est révélé plus habile, 3 jours avant la reprise, il lâchait (toujours avec le maximum de publicité) 5 F par jour par gréviste et par personne à charge, à partir de la date de grève ou de lock-out. Commentaire d'un réviso de Neyrpic : "Dubedout veut couper l'herbe sous les pieds des mairies communistes pour 73".

Correspondant : Grenoble.



ce que veut la Ligue trotskiste PROBLEMES DE NOTRE REVOLUTION ou : comment la petite flûte de krivine s'accorde avec la grosse caisse de marchais

cet état est faible — à ses débuts —, plus la pression ennemie est forte, plus la confiance de la grande majorité des travailleurs ainsi que leur initiative font encore défaut, et plus toute mesure de contrainte exercée contre la classe s'appuie sur la confiance de celle-ci dans l'état pour ouvrir la porte à la dégénérescence bureaucratique". Voilà le mot lâché, la peur de la bureaucratie qui cache une conception petite-bourgeoise de la démocratie, et qui montre l'incapacité des trotskistes à comprendre ce qu'est un parti communiste, c'est-à-dire à la fois une partie et une émanation de la classe ouvrière, qui est seul à même d'exprimer et de représenter les intérêts véritables des masses, même s'il n'y a pas toujours coïncidence, à un moment précis, entre le point de vue du parti et des masses dans leur ensemble. Aussi, prétendre garantir l'existence de l'état prolétarien par cette autonomie laissée aux conseils, c'est en fait, laisser les conseils à la réaction.

UN DROLE DE SOCIALISME !

Mais qu'est-ce que ce socialisme que réclame la Ligue ? En apparence, la dictature du prolétariat. Encore faut-il savoir ce qu'elle met là dessous : une formule nous en livre les secrets : "tout le pouvoir aux Conseils", c'est-à-dire tout le pouvoir à l'organisation spontanée des masses. Ce point de vue ne tient pas compte des courants politiques non prolétariens, du poids de l'idéologie bourgeoise qui subsiste dans les masses, y compris après la prise du pouvoir. Ces courants, ces organisations constituent un risque d'autant plus grand que les masses n'ont pas encore fait l'expérience de leurs ennemis sous dictature du prolétariat. C'est donc une singularité et imparadmissible "naïveté" des trotskistes de voir la garantie de la consolidation du pouvoir prolétarien dans la libre initiative des masses. Ce faisant, ils tentent de rénover leurs thèses éculées en s'annexant les aspects populistes des spontanéistes. Il s'agit là, en fait, d'un point de vue de social-démocrate et anti-léniniste, qui consiste à opposer le parti d'avant-garde — qui n'a rien à voir avec les organisations trotskistes — et la classe ouvrière, le parti aux masses. Ecoutez plutôt la Ligue : "Aucun parti, qu'il soit majoritaire ou pas, ne peut imposer ses vues aux conseils ouvriers, ou intervenir en tant qu'appareil politique dans les affaires de l'état ouvrier. Plus

partout les masses continuent. C'est faire croire à la classe ouvrière qu'il est possible, de l'intérieur du capitalisme, d'obtenir cette échelle mobile autrement que de manière truquée, manipulée comme en Belgique ; et on ne nous fera pas croire que ce truquage est un raté, dû à l'insuffisance de la mobilisation des masses, ou ne nous fera pas croire que le capitalisme va accepter de renoncer à sa logique de profit implacable alors qu'il détient tous les leviers de commande de l'Etat. L'attitude des trotskistes consiste à dévoyer l'énergie et la combativité des masses sur des mots d'ordre qui ne sont pas réalisables, qui sont un mythe parce que le capitalisme ne peut les accorder que de manière partielle et provisoire. Fidèles à leur maître Mandel, les trotskistes pensent appliquer ce même schéma pour le contrôle ouvrier, pour le contrôle des cadences. Il s'agit dans un premier temps de mobiliser les travailleurs par cette autonomie momentanément leur autorité pour freiner les cadences ou participer à la gestion de l'entreprise. Puis le pouvoir patronal reprenant le dessus, les masses comprendraient que pour obtenir cette revendication complète et définitive, il faudrait le socialisme. Tout le travail des trotskistes consiste donc à éduquer les masses dans l'idée du contrôle ouvrier ou autre : voici comment Mandel s'imagine que la victoire aurait pu être remportée en mai 68 par les travailleurs : "S'ils avaient été éduqués, au cours des années et des mois précédents dans l'esprit du contrôle ouvrier, ils auraient su quoi faire et être dans chaque entreprise un comité qui com-mencerait par ouvrir les comptes patronaux etc... Pareil comité se serait évidemment heurté à l'autorité patronale à tous les niveaux. Rapidement, les travailleurs auraient dû passer du contrôle ouvrier à la gestion ouvrier".

LES REFORMES DE STRUCTURE

Pour parvenir à ce "socialisme démocratique", les chemins proposés par la Ligue vont, en raccourci, de la grève à la création d'un double pouvoir jusqu'à ce qu'enfin, un rapport de forces suffisant fasse basculer la vieille société. La grève représente un moment privilégié car elle sanctionne une mobilisation intense des masses et elle permettrait en plus, de faire passer la conscience des travailleurs de la nécessité de la lutte pour les revendications à la nécessité du socialisme.

Comment se fait ce miracle ? C'est que les revendications que les trotskistes poussent les masses à formuler sont d'une nature particulière : elles permettraient aux travailleurs de grignoter petit à petit le pouvoir de la bourgeoisie, de l'affaiblir en douceur comme si celle-ci n'allait pas réagir, affirmer sa dictature de classe. Prenons un exemple de ces revendications : l'échelle mobile. Les travailleurs auraient la possibilité d'imposer, par un rapport de force sur les lieux de travail, un rajustement automatique des salaires par rapport aux prix, et, pour conserver cette conquête, il suffirait que la mobilisa-

tion des masses continue. C'est faire croire à la classe ouvrière qu'il est possible, de l'intérieur du capitalisme, d'obtenir cette échelle mobile autrement que de manière truquée, manipulée comme en Belgique ; et on ne nous fera pas croire que ce truquage est un raté, dû à l'insuffisance de la mobilisation des masses, ou ne nous fera pas croire que le capitalisme va accepter de renoncer à sa logique de profit implacable alors qu'il détient tous les leviers de commande de l'Etat. L'attitude des trotskistes consiste à dévoyer l'énergie et la combativité des masses sur des mots d'ordre qui ne sont pas réalisables, qui sont un mythe parce que le capitalisme ne peut les accorder que de manière partielle et provisoire. Fidèles à leur maître Mandel, les trotskistes pensent appliquer ce même schéma pour le contrôle ouvrier, pour le contrôle des cadences. Il s'agit dans un premier temps de mobiliser les travailleurs par cette autonomie momentanément leur autorité pour freiner les cadences ou participer à la gestion de l'entreprise. Puis le pouvoir patronal reprenant le dessus, les masses comprendraient que pour obtenir cette revendication complète et définitive, il faudrait le socialisme. Tout le travail des trotskistes consiste donc à éduquer les masses dans l'idée du contrôle ouvrier ou autre : voici comment Mandel s'imagine que la victoire aurait pu être remportée en mai 68 par les travailleurs : "S'ils avaient été éduqués, au cours des années et des mois précédents dans l'esprit du contrôle ouvrier, ils auraient su quoi faire et être dans chaque entreprise un comité qui com-mencerait par ouvrir les comptes patronaux etc... Pareil comité se serait évidemment heurté à l'autorité patronale à tous les niveaux. Rapidement, les travailleurs auraient dû passer du contrôle ouvrier à la gestion ouvrier".

milices capables de renverser l'ordre bourgeois. Le réformisme manifeste des trotskistes, malgré toute leur phraséologie révolutionnaire, se révèle donc d'un double point de vue :

— d'une part, oser affirmer que les masses, simplement en faisant leur expérience passeront de la lutte pour leurs revendications à la lutte pour le socialisme, comme si l'échelle mobile, le contrôle ouvrier etc... contenaient en eux mêmes la contestation du système capitaliste dans son ensemble. Alors que, seule, l'introduction de la conscience politique, de la compréhension des rapports de classe dans la société, peut amener la conscience de la nécessité de la lutte pour la révolution socialiste qui suppose avant

un mouvement de masse qui ferait franchir le pas décisif, mouvement électoral ou même "extra parlementaire", sans que les trotskistes aillent jusqu'à affirmer qu'il serait armé. Le fond même des conceptions trotskistes rejoint tout à fait la thèse révisionniste du passage pacifique au socialisme. Pour le P.C.F., le mouvement de masse est là pour effrayer la bourgeoisie qui, déjà privée de ses principaux moyens de production, se laisserait complètement déposséder ; il s'agirait en somme de la dissuader.

Pour les trotskistes, le nouveau pouvoir surgirait spontanément des masses, la bourgeoisie lui laissant toute latitude pour s'organiser et préparer une hypothétique insurrection : "c'est

ce que veut la Ligue trotskiste

comment la petite flûte de krivine s'accorde avec la grosse caisse de marchais

ce que veut la Ligue trotskiste

ce que veut la Ligue trotskiste



2/ reconversion des mineurs : chômage

nord = modernisation des mines, du textile et de la sidérurgie = chômage et surexploitation

Selon le "statut du mineur" toujours en vigueur aujourd'hui : les agents titulaires (ne) peuvent être licenciés (que) pour les motifs suivants :

1. Réduction du nombre d'emplois provoquée soit par des nécessités économiques, soit par des modifications dans les conditions d'exploitation.
2. Inaptitudes physiques à l'emploi.
3. Insuffisance professionnelle.

Ainsi, les ministres "communistes" Marcel Paul et Ambroise Croizat qui ont signé ce statut et en étaient fiers, ont reconnu aux Houillères le droit de jeter sur le pavé les travailleurs au nom de la rentabilité capitaliste.

Ils ont justifié à l'avance le plan Jeanneney de 60 aggravé par les décisions de Décembre 68 : en vertu du "statut du mineur", le nombre des mineurs est passé entre 49 et 70 de 275 000 à 97 000 pour l'ensemble de la France et dans le Nord Pas de Calais, de 160 000 à 55 000. La bourgeoisie veut accélérer, et prévoit de réduire de moitié d'ici 75 les effectifs du Nord Pas de Calais.



Une des méthodes utilisées actuellement dans le Nord est celle des départs dits volontaires. Elle frappe tous ceux, les plus jeunes, qui ne peuvent prétendre à une retraite anticipée : ils partent parce qu'ils prévoient et ils veulent de la vie sur les chantiers ; ils partent et savent qu'après 40 ans, il leur sera très difficile de retrouver un emploi. Ils partent parce que s'ils veulent rester mineurs, les Houillères se chargent de les décourager en les changeant de puits 4 fois et plus en 5 ans. Un mineur de Lens explique : "J'avais 17 années encore à faire aux Mines. Au fur et à mesure de la fermeture des puits, il faut aller un jour ici, un jour ailleurs avec le "choix" de déménager chaque fois ou d'avoir plusieurs heures de trajet par jour. J'ai préféré partir".



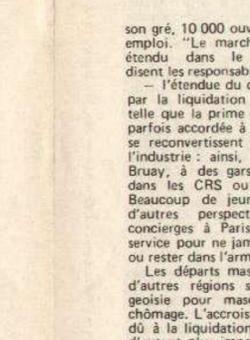
PLAN DE "RECONVERSION" DE LA BOURGEOISIE — LES NOUVELLES INDUSTRIES TIRENT PROFIT DU CHOMAGE. Pour ces mineurs jetés sur le pavé la bourgeoisie prétend avoir prévu un plan de reconversion. Le gouvernement Pompidou, en 68, a déclaré que la liquidation des Houillères était un problème résolu, et se faisait en douceur : d'ici 77 des usines principalement automobiles devraient employer 22 000 ouvriers. En réalité qu'en est-il ? — Seules quelques usines se sont implantées. Elles ont bénéficié d'énormes cadeaux de la part de l'état bourgeois (primes, allant jusqu'à 15 à 20 % des investissements, exonération de la patente pendant 5 ans, prêts à taux réduits etc...). Elles touchent de



plus un million par mineur reconverti ! — Les mineurs et leurs enfants sont condamnés dans ces usines à devenir manœuvres ou OS à la chaîne, aux côtés des ouvriers immigrés "importés" sous contrat de 6 mois, un an, etc... dans le Valenciennois, des usines touchent des subventions pour la formation professionnelle des mineurs qu'elles embauchent. Alors qu'en fait, les mineurs se retrouvent OS et que la plupart des ouvriers qualifiés viennent de la région parisienne. (Par exemple chez Simca à BOUCHAIN). — Les mineurs ne peuvent toucher une prime de conversion qu'à condition d'avoir au moins 10 ans de fond et 32 ans. — et de s'embaucher dans une usine ayant passé contrat avec les



Houillères. Beaucoup de jeunes mineurs ne touchent donc pas la prime de reconversion. L'AMPLEUR DU CHOMAGE De toute façon, les industries dites de reconversion sont très loin de fournir du travail à la masse des ouvriers rejetés par les Houillères dans la région de Bruay en Artois, les capitalistes vantent l'implantation de la STA filiale de Renault et Peugeot à RUITZ. Elle n'emploie que 300 ouvriers ! Or, c'est par milliers que les mineurs vont être jetés sur le pavé d'ici 75, à Bruay.



— Les mineurs ne peuvent toucher une prime de conversion qu'à condition d'avoir au moins 10 ans de fond et 32 ans. — et de s'embaucher dans une usine ayant passé contrat avec les



payé aux Houillères environ 200 F par mois de loyer pour un logement qui jusque là, lui était concédé gratuitement. Par dessus le marché, comme les logements de mineurs sont vétustes, sans installation sanitaire etc... il n'est pas question pour le reconverti de toucher la moindre allocation logement, même s'il a à nourrir une famille nombreuse. LES MINEURS CONTRE LA LIQUIDATION DES HOUILLERES Les mineurs du Nord Pas de Calais n'acceptent pas ces plans capitalistes de soi-disant reconversion, qui signifient pour eux chômage et surexploitation. En février, 3000 mineurs de Bruay et d'Auchel ont mené une lutte dure de 12 jours avec piquet de grève. Au départ, il s'agissait pour la CGT de limiter les mineurs à une grève de 24 h pour essayer de désamorcer le mouvement de solidarité avec les mineurs de Faulquemont. La lutte à Bruay comme celle de Faulquemont, était dirigée contre la fermeture des puits de mines et le chômage qu'elle engendrait. Dès que les conversations entre représentants syndicaux et direction eurent "abouti" à quelques promesses vagues sur la création d'emplois dans la région... et la mise en place de commissions, la CGT appela à la reprise du travail. Le maire réviso de Marliès avait même le culot de déclarer : "Camarades, nous avons gagné, il faut reprendre le travail. Nous avons été au plus loin de nos espérances". Les manœuvres de la CGT parvinrent finalement à braver la grève : à obtenir l'organisation d'un vote à bulletins secrets qui donna une toute petite majorité pour la reprise. Mais les mineurs en février 71, à Bruay, comme dans le reste du bassin n'ont certainement pas dit leur dernier mot.



UN EXEMPLE DE RECONVERSION Pour les anciens mineurs il est souvent très difficile de se réadapter à un nouvel emploi (quand ils en trouvent un) car lorsqu'ils quittent la mine, même jeunes, ils sont déjà usés, silencieux. Rien n'est prévu pour les nombreux mineurs handicapés physiques, obligés de quitter la mine, sans avoir même droit à la retraite anticipée. Le handicap physique, dû à la surexploitation dans la mine, sert de prétexte pour le capitalisme à une dégradation encore plus grande des conditions de vie. Ainsi un jeune mineur, père de famille, a quitté l'an dernier Bruay en Artois où les puits seront fermés en 75 au plus tard. Il avait les conditions requises pour bénéficier de la prime de "conversion". Il s'est embauché à la Ciotat (chantiers navals) près de Marseille où il a eu un poste de soudeur : il faisait les équipes de nuit pour avoir un salaire équivalent à celui de la mine. Au bout d'un mois de travail, après s'être installé avec sa famille, il a été convoqué par le médecin de l'entreprise, qui, après la visite médicale, lui a dit : "on s'excuse, vous avez de la silicose, vous ne pouvez plus être soudeur, on va vous donner un emploi correspondant plus à vos capacités physiques". L'ancien mineur se retrouve avec une grosse perte de salaire. Quant à la pension pour silicose, pas question, puisque le médecin des Houillères avait "oublié" comme d'habitude de la reconnaître avant qu'il quitte le bassin minier.



tout la destruction de l'appareil d'état bourgeois. — D'autre part, leur réformisme consiste dans l'hypothèse d'un double pouvoir qui surgirait spontanément de la lutte revendicative sans que la bourgeoisie réagisse et fasse intervenir tous les corps répressifs dont elle dispose, en particulier la police et l'armée.



DEUX VARIANTES DU REFORMISME Il va de soi que, pour les trotskistes, les conditions idéales pour la création de ce double pouvoir sont la perspective d'un soi-disant "gouvernement des travailleurs". Entendez par là un gouvernement d'union de la gauche P.C.F./P.S. En misant sur cette perspective, les trotskistes font comme les révisionnistes se présentent donc comme le complément indispensable des révisionnistes. Les uns comme les autres, comptent dévoter un large

Mener une lutte implacable contre le trotskisme (d'après une affiche bolchévique).

au sein des comités de masses, représentatifs des entreprises et des quartiers que sera posé l'ensemble des problèmes que les travailleurs devront trancher. Les comités constitueront la fondation du nouveau pouvoir politique". Le nouveau pouvoir serait donc simplement la somme des différents comités, ce qui n'a rien à voir avec un état de dictature du prolétariat. Révisionnistes et trotskistes sous-estiment totalement la nature féroce de la bourgeoisie, son poids idéologique, ses forces de répression : ils s'entendent pour conduire la classe ouvrière et les masses dans l'ornière du réformisme et pour dévoyer leur énergie sur des mots d'ordre trompeurs, au lieu de les éduquer dans la perspective de la révolution prolétarienne armée. Ils ont de bonnes raisons pour cela : avec la bourgeoisie ils sont en famille. Le grand parti social démocrate que constitue le P.C.F. et son nabot trotskiste, la Ligue, rendent chacun à sa manière, de trop précieux services aux classes dominantes pour les inquiéter. L'avancée révolutionnaire du prolétariat devra balayer tous les marchands d'illusions, en premier chef les renégats du P.C.F. sans oublier son appendice trotskiste.

Pour cet été nous adopterons la périodicité suivante : n° 25 : 27 juillet. n° 26 : 31 août. n° 27 : 3 septembre. n° 28 : 14 septembre. Le n° 29 sera un n° de 8 pages, il devra adjoindre l'ensemble de notre activité pendant le mois d'août : passez rapidement vos commandes pour ce numéro.

martinique : liberté pour VASTE

En Martinique, face à la détermination croissante des masses populaires d'en finir avec l'exploitation de l'impérialisme français, la répression s'abat. Après décembre 59, (3 jeunes patriotes abattus), après l'assassinat de G. NOUVELET par les troupes d'occupation françaises, la répression du colonialisme français s'intensifie. Après INIMOD, BURDY, RAVIN, BRELEUR, Henri VASTE passe le 6 juillet 72 à Fort de France, devant les tribunaux coloniaux.

Henri Vaste est un ouvrier marxiste-léniniste, un des membres les plus actifs du comité de grève des ouvriers du bâtiment pendant la lutte déclen-

chée le 22 mars 1972. Un ouvrier comme Vaste, militant marxiste-léniniste, résolu à combattre et à organiser les masses pour chasser le colonialisme français est pour le pouvoir un homme dangereux à éliminer. Le 28 mars 1972, jour du procès des 3 patriotes INIMOD, BURDY, RAVIN, les gad'cacas (flics locaux) le kidnappent en pleine ville. 14 gad'cacas s'acharrent sur lui pendant 1 h 30 et tentent de l'étrangler pendant son transfert à l'hôpital. Bilan pour Vaste : un traumatisme crânien, un traumatisme thoracique, une suture de 6 cm du cuir chevelu.

Comme dans les autres procès de

patriotes, il y a agression, mais c'est l'agressé qui est traduit devant les tribunaux coloniaux. Vaste, de plus, a été "choisi" parce qu'il est militant ouvrier marxiste-léniniste, à travers lui, c'est la combativité des ouvriers martiniquais que le pouvoir veut briser.

Se taire, c'est se faire les complices du pouvoir colonial, de l'oppression qu'exerce l'impérialisme français sur le peuple de la Martinique et des autres colonies françaises.

**A BAS L'IMPERIALISME FRANÇAIS !
VIVE LA JUSTE LUTTE DU
PEUPLE MARTINIQUEAIS POUR
SON INDEPENDANCE !**

la guerre du peuple vaincra

Depuis 3 semaines, les américano-fantoches publiés ont communiqué de victoire : "l'état se déserre autour d'An Loc", "nous avons repris Quang-Tri"... Tout ça n'est qu'un épisode de la "guerre des langues" qui consiste à masquer l'échec de la vietnamisation, la déroute de l'armée fantoche et l'inefficacité du blocus et des bombardements US.

Samedi 8, au moment même où le commandement fantoche annonçait que "son drapeau avait été hissé sur un bâtiment administratif de Quang-Tri", c'était le drapeau rouge et bleu à l'étoile jaune du FLN qui flottait sur la mairie de Quang-Tri libre. 3 compagnies de fantoches étaient encerclées au sud de la ville et les "paras", les fameuses troupes d'élite du sinistre US-THIEU, ne pouvaient plus avancer d'un pas depuis plusieurs jours. Pendant ce temps, les FAPL bombardaient sans relâche les bases fantoches qui entourent Hué, Bastogne, Checkmate... Et une roquette explosait à 200 m du fantoche Thieu qui paraissait dans An Loc, toujours encerclé.

Pendant des semaines, les B.52 US ont largué des milliers de tonnes de bombes sur la région libérée de Quang-Tri... en vain. Les premières mesures du Comité Révolutionnaire de Quang-Tri ont été d'organiser la protection de la population contre les bombardements aériens, de construire des abris souterrains, et de mettre sur pied des groupes d'auto-défense dans chaque village et chaque ville. Une nouvelle fois, l'agresseur US et ses fantoches sont mis en échec par la guerre du peuple.

Les agresseurs US ne peuvent plus cacher leur faillite sur toute la ligne. Les bombardements n'ont pas affaibli la résistance des FAPL, ni mis à genoux le peuple vietnamien, au nord comme au sud. Le blocus de la RDV est mis en échec, avec l'aide de la République Populaire de Chine. Les peuples du monde entier protestent vigoureusement contre la barbarie des bombardements US et les attaques de digues. Ce sont les nouvelles victoires militaires, politiques et diplomatiques du peuple vietnamien qui ont contraint Nixon à revenir à la Conférence de Paris. Mais les dernières déclarations de Kissinger montrent qu'il n'a visiblement pas compris son espoir de maintenir son fantoche Thieu en vain. Les fusils du peuple vietnamien sauront le lui faire comprendre.

Le 9 juillet.

algérie : aide chinoise et exploitation soviétique

Suite à l'article paru dans FR 33 "Deux conceptions diamétralement opposées face à la lutte du peuple algérien", nous publions le témoignage d'un lecteur, ouvrier algérien, ex-militant du FLN en France, pendant la résistance, qui a passé ces dernières années en Algérie, et qui a pu juger sur pièces la nature de la soi-disant "coopération" de l'URSS avec l'Algérie depuis 62, face à l'aide internationaliste de la République Populaire de Chine.

Dès la proclamation de l'indépendance, toute une nuée de soi-disant "coopérants" s'abattent sur l'Algérie. En plus d'une forte présence française, ils proviennent principalement des pays de l'Est (URSS, Bulgarie, ceux-là même qui avaient attendu jusqu'au dernier moment pour reconnaître l'Algérie indépendante...), se font donner les mêmes droits que leurs homologues algériens, et grassement payer par l'état algérien.

La République Populaire de Chine, elle, envoie au contraire des missions d'assistance bénévole, dont les membres sont payés par l'ambassade chinoise à Alger.

CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL

Prenons l'exemple des médecins russes et bulgares (qui sont en fait souvent des internes venus "se faire la main") : ils reçoivent un salaire de 3700 dinars (1 dinar = 1 F nouveau) pour leur service normal. Ils exercent en outre en dehors de leur horaire normal dans leur cabinet : autant d'argent frais qui va dans leur poche. De plus, établis avec leur famille, ils baptisent souvent leur femme "infirmière", ce qui est une source de gains supplémentaires. Le logement leur est alloué par l'AMG (assistance médicale gratuite). Ils arborent un train de vie luxueux, avec les avantages fiscaux que procure le statut de coopérant. Beaucoup d'entre eux exigent d'être payés en dollars US, et spéculent sur les louis

pas l'arabe dialectal. L'utilisation systématique d'interprètes nuit largement à l'efficacité de leurs "services". C'est qu'en fait, (sauf les Ouzbeks qui ont un comportement différent), ils forment une mafia raciste aux mœurs identiques à celles des anciens colonisateurs. Ils vivent entre eux et rejoignent les communautés des anciens exploités. Le peuple algérien méprise cette "coopération", car il comprend fort bien qu'on se sucre sur son dos.

Les coopérants Chinois eux, utilisent tous les moyens pour se livrer aux masses algériennes. D'abord ils font l'effort d'apprendre la langue et se passent des services des interprètes. De plus, ils assistent systématiquement à toutes les manifestations et fêtes populaires. Le préposé au balayage de l'hôpital s'est vu à plusieurs reprises enlever des mains le balai par le chirurgien Chinois, celui-ci expliquant qu'il pouvait très bien assumer cette tâche. Les masses algériennes ont beaucoup de considération pour ces coopérants. Leur comportement leur permet de saisir que le gouvernement Chinois et le peuple algérien sont dans le même camp. Pour elles, la Chine a valeur d'exemple.

ENTREPRISE NEO-COLONIALISTE DE L'URSS, INTERNATIONALISME PROLETARIEN DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

D'abord les coopérants Chinois ne s'installent pas, ils viennent aider l'Algérie par des dons gratuits (par exemple en 66 des bateaux chinois ont apporté un matériel scolaire distribué dans toutes les écoles du sud-ouest algérien notamment).

Surtout ils montrent la voie pour se libérer des griffes de l'impérialisme et du néo-colonialisme, et pour sortir du sous-développement : ainsi, à Guelma, après qu'ils aient découvert un gisement de kaolin à 20 km de Guelma, ils ont monté une usine de fabrication de



Les groupes d'autodéfense se préparent à repousser l'agresseur US-THIEU.

V I E T N A M

pour un soutien politique et matériel

L'Humanité révisionniste a fait grand tapage sur les 200 femmes "communistes", bouleversées, qui sont venues verser, en même temps qu'une larme, le produit de la vente de roses ou de petits sacs de riz.

C'est l'exemple à ne pas suivre, le type même de l'aumône charitable. Le peuple vietnamien ne demande pas la charité.

Notre soutien doit être principalement politique. C'est le seul moyen de dépasser l'émotion ressentie devant les crimes yankees, de la transformer en une haine profonde de l'impérialisme, et de ses complices, en une confiance solide dans la victoire du peuple vietnamien. C'est la condition d'une solidarité encore plus grande et plus active.

Mais, soutien principalement politique ne veut pas dire pas de soutien matériel du tout. A titre d'exemple, de combinaison de soutien politique et de soutien matériel, nous publions l'expérience d'un de nos correspondants.

Nous avons décidé d'entreprendre un travail de soutien à la lutte du peuple vietnamien, avec des camarades d'un foyer de travailleurs immigrés. Dès le début de l'offensive nous avons fait une projection de film, à laquelle assistaient de nombreux travailleurs du foyer. Lors d'une collecte à la fin du film, le problème du soutien matériel nous a été posé.

Nous avons d'abord édité des bons de soutien. Nos camarades immigrés font circuler ces bons dans le foyer, ou dans leurs usines. Quand nous aurons recueilli une somme suffisante, nous l'enverrons à la délégation du GRP, accompagnée d'une lettre que nous rédigerons ensemble, dans le foyer.

En même temps que nous proposons les bons, nous avons des discussions approfondies sur la lutte du peuple vietnamien. Pour qu'il reste

quelque chose de ces discussions, nous diffusons du matériel édité par les camarades vietnamiens. Nous avons aussi mis au point 6 petits textes traitant des questions qui nous sont le plus souvent posées (les négociations, la réforme agraire au Nord, la vietnamisation...). Chaque fois que ces questions nous sont posées, nous laissons un de ces textes avant de partir.

Très rapidement, nous nous sommes aperçus que ce matériel ne permettait pas de répondre facilement à toutes les questions posées. Par exemple des travailleurs immigrés nous posaient des questions aussi simples que : "où se trouve le Vietnam ?" ou concluaient la discussion en disant : "en somme, c'est comme chez nous, en Algérie..." C'était un premier pas il fallait aller plus loin.

Aussi nous sommes en train de confectionner un "album" que nous emmènerons avec nous à chaque porte à porte. Cet album racontera l'histoire de la lutte du peuple vietnamien, avec essentiellement des photos, des cartes et des caricatures, expliquées chaque fois par une courte phrase. Nous avons choisi de montrer, tout au long de cette histoire, le rôle du parti communiste, depuis l'immense espoir soulevé par la révolution russe de 1917, jusqu'à la construction du socialisme, face aux bombes en RDVN, et la politique du FLN dans la guerre du peuple au sud. Nous y montrerons aussi les véritables amis du peuple vietnamien, la Chine Rouge, et ceux qui font semblant de la soutenir, comme le social impérialisme soviétique, ou l'impérialisme français du discours de Phnom Penh.

Nous pensons qu'un tel album, dont la forme et le contenu sont adaptés aux problèmes que nous avons à résoudre, nous permettra, en association avec les bons de soutien, de développer un travail anti-impérialiste, communiste, dans la classe ouvrière.

les ouvriers algériens accueillent chaleureusement le numéro spécial de front rouge

Dimanche 9 juillet, des camarades interviennent sur le marché aux puces de Villeurbanne, à propos du 10e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie. Autour d'un drapeau du FLN et de 2 banderoles (sur l'indépendance algérienne, et l'unité des ouvriers français et immigrés contre l'impérialisme français), avec des panneaux et des prises de parole, les camarades retracent les conséquences du colonialisme français pour le peuple algérien et expliquent que seule la lutte armée a permis d'arracher l'indépendance. Ils dénoncent la politique de trahison du P"CF qui soutient l'impérialisme français.

Ces interventions sont très bien accueillies par le public du marché, essentiellement des travailleurs immigrés. Un tract est distribué et le numéro spécial de Front Rouge est largement diffusé (173 exemplaires au lieu d'une vingtaine habituellement).

Des discussions s'engagent sur l'exploitation des immigrés en France, sur le racisme (une nouvelle agression armée contre 2 immigrés avait eu lieu la veille), et les conditions de travail et de vie. La nature du gouvernement algérien, qui maintient un chômage massif en Algérie et draine les travailleurs en France, est un problème qui revient souvent sur le tapis. En rappelant les grèves du printemps, Penarroja, Girosteel, Davum, Maillard et Duclos, on aborde le problème de l'unité de lutte et d'intérêt des travailleurs français et immigrés, de la participation des ouvriers immigrés à la révolution prolétarienne en France.

Correspondant Lyon.

d'or. Sur tous ces points la dégénérescence idéologique et politique est fortement avancée.

Les médecins Chinois ont une mission dans l'Ouest, dans le triangle Rélizano-Mascara-Saida. Cette mission est composée de médecins hautement spécialisés. Chaque spécialiste se déplace dans ce triangle selon le cas et les urgences, et peut être demandé à tout instant. Les médecins Chinois viennent sans leur famille et bénévolement. Ils ne séjournent généralement que 2 ans et rejoignent la Chine par roulement. Ils sont au pair. L'ambassade Chinoise leur donne en tout et pour tout 200 dinars.

LIAISON AVEC LES MASSES

Non seulement les "coopérants" soviétiques viennent en Algérie faire leur beurre, mais ils affichent aussi leur mépris des masses. Ils n'apprennent

porcelaine, et pour en faire une arme pour l'indépendance algérienne, l'état chinois est en train de former 400 jeunes Algériens pour la marche de cette usine.

Les Russes, outre qu'ils tirent à titre individuel des profits de leur "coopéra-

Face à ces menées du social-impérialisme, et au soutien coopératif de la République Populaire de Chine, nul doute que le peuple algérien saura reconnaître ses vrais amis pour avancer dans la voie de l'émancipation économique et politique.

abonnez-vous à front rouge

	France		Etranger	
Pli normal	1 an	20 F	1 an	40 F
	6 mois	10 F	6 mois	20 F
Pli fermé	1 an	30 F	1 an	100 F
	6 mois	15 F	6 mois	50 F